

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE

813 rue du 3e millénaire
69800 Saint-Priest

Références : UDR-SSDAS-24-140-AJ
Code AIOT : 0046900010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 813 cours du troisième millénaire 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0046900010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Boehringer Ingelheim exploite un site de fabrication de vaccins vétérinaires à Saint Priest, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21/08/2008 modifié à plusieurs

reprises. La superficie totale est d'environ 21 ha. Les premières activités productives en lien avec l'activité actuelle remontent à 1996. Le site s'est construit progressivement par ajout ou reconfiguration de modules productifs. En 2016, un nouveau bâtiment dit « bâtiment 700 » de 4 étages et 4500 m² d'emprise au sol est projeté sur site afin d'accueillir 250 personnes en R&D en provenance d'un site de Gerland. En 2021, ce transfert est terminé. Ce site dénommé en interne LPA (Lyon Porte des Alpes) fait partie d'une unité de management appelée « Grand Lyon » qui comporte également les sites de Jonage et de Lentilly, ce dernier étant surtout consacré à l'entreposage et au conditionnement des doses de vaccins avant expédition.

Le site relève de la directive IED sous la rubrique ICPE n° 3450 : fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires. Les MTD datent de 2007 et devraient faire l'objet d'une prochaine révision. Sur les aspects sanitaires, le site fait l'objet de visites de contrôle par l'ANSES.

Le site utilise divers intrants (dont plus de 2 millions d'œufs de poule par an) à des fins de production et de test, ainsi que de l'eau de forage de la nappe de la Molasse pour ses activités productives, avec un prélèvement annuel autour de 150 000 m³. Le site comporte 3 chaudières à gaz, d'une puissance cumulée de 16,5 MW, dont la chaudière 3 mise en service en 2020 tandis que les deux autres sont en service depuis 1996. Ces chaudières sont utilisées pour les besoins en eau chaude et chauffage, en particulier la fourniture de vapeur à 165°C et 16 bars. En rythme nominal, la chaudière 3 fonctionne en permanence et l'une des deux chaudières plus anciennes fonctionne en appoint.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.3.2	Sans objet
2	Sécheresse – GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Sécheresse – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 21/08/2008, article 4.2.2	Sans objet
4	Sécheresse - Milieux de	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement et volumes prélevés		
5	Sécheresse – Gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle de la présente visite n'ont pas révélé de non-conformité nécessitant des suites administratives.

Lors de la visite d'inspection du site de Saint Priest de la société BOEHRINGER INGELHEIM, l'Inspection des installations classées a noté que l'exploitant a mené une réflexion et des actions pour une réduction générale de la consommation d'eau. Toutefois, le plan de sobriété hydrique (PSH) transmis le 31/05/2024 doit être complété en termes d'actions spécifiques de réduction de la consommation d'eau en cas de situation hydrologique déficitaire. En effet, bien que l'exploitant soit contraint par des risques biologiques, ces actions sont importantes à mettre en œuvre sur ce site à enjeu qui prélève de l'eau de la nappe de la Molasse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.3.2
Thème(s) : Autre, Connaissance et suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un ou plusieurs dispositifs de mesure totalisateur.</p>
Constats : <p>Le site de Boehringer Ingelheim utilise de l'eau de ville issue du réseau public d'adduction en eau potable de la Métropole de Lyon ainsi que de l'eau de forage prélevée dans la nappe souterraine de la <i>Molasse</i>. Le site dispose de deux compteurs d'eau comptabilisant l'approvisionnement en eau générale, un compteur pour chaque origine de la ressource en eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le compteur général du réseau public est installé dans le bâtiment 305. Il est difficile d'accéder directement au compteur en raison de la présence des canalisations mais il est équipé d'un dispositif permettant le télé-relèvement à distance. • Le compteur général de la nappe souterraine est installé à l'Ouest à proximité du bâtiment 402. Il est enterré, accessible via un regard et équipé également d'un dispositif permettant le télé-relèvement à distance. <p>Le plan de repérage des compteurs fournit dans le Plan de Sobriété Hydrique indique l'installation de compteurs concernant l'eau du réseau public (EFS) pour les bâtiments 201, 300, 400, 401, 402,</p>

600, 700 et l'eau souterraine (EB) pour les bâtiments 300, 400, 401, 402 et 700. L'inspection des installations classées a relevé les index des compteurs du bâtiment 402 (EFS : 3993 m ³ , EB : 280 059 m ³).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécheresse – GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Connaissance et suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré dans GERE ses volumes d'eau prélevée en distinguant l'origine des prélèvements pour les années suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2021 (Eaux souterraines : 145 316 m³ ; Eaux du réseau public : 19 379 m³) ; • 2022 (Eaux souterraines : 143 698 m³ ; Eaux du réseau public : 25 236 m³) ; • 2023 (Eaux souterraines : 163 727 m³ ; Eaux du réseau public : 24 476 m³).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécheresse – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/08/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, Suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
Constats :

L'exploitant a fourni le plan des réseaux d'alimentation en eau et le plan des réseaux des eaux usées et des eaux pluviales en amont de l'inspection. Le plan des réseaux d'alimentation en eau correspond à la version n°5 mise à jour le 07/03/2022 suite à l'ajout de l'alimentation RIA et du sprinklage du bâtiment 203. Le plan des réseaux des eaux usées et des eaux pluviales correspond à la version n°4 du plan des réseaux des eaux usées et des eaux pluviales mis à jour le 17/03/2021 pour l'identification du bâtiment 203.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse - Milieux de prélèvement et volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1.2.1

Thème(s) : Autre, Suivi des consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3) Horaire	Débit maximal (m3) Journalier
F1 Eau souterraine	Molasse	184900	200	1200
Réseau public	Grand Lyon	22800		100

Constats :

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant son prélèvement journalier d'eau pour le mois de mai 2024.

L'exploitant a fourni, à la suite de l'inspection, un fichier comprenant les consommations d'eau provenant de la Molasse et du réseau public. Les prélèvements d'eau journaliers sont restés inférieurs au seuil autorisé dans l'arrêté préfectoral sur la période contrôlée pour les 2 ressources.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécheresse – Gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations, ainsi qu'à l'occasion des remplacements de matériel et des réfections des ateliers existants, pour limiter la consommation d'eau.

<p>existants, pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>L'utilisation d'eau pour des usages industriels doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, aéroréfrigérant,...).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place des actions pour maîtriser ses consommations d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • consommations réduites durant les 2 dernières semaines de juillet et les 2 premières semaines de septembre, et consommations fortement réduites en août avec l'arrêt technique d'été ; • suppression de l'arrosage des espaces verts depuis 2021 ; • pas de nettoyage des vitres et façades pendant l'été ; • test annuel des poteaux incendie en dehors de la période estivale ; • communication renforcée vers leurs collaborateurs. <p>L'exploitant travaille sur le renforcement du monitoring existant à l'aide d'alarmes remontées sur une Gestion Technique Centralisée (GTC) sur les consommations d'eau par typologie d'usage (tertiaire, production, utilités) et sur la récupération des eaux de toitures.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique étudier différentes actions de réduction notamment la possibilité de réduire d'une part et de réutiliser d'autre part l'eau de lavage dans ses process et le revamping du bâtiment 600.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude du PSH</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Exemption des restrictions pour les établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum.</p> <p>Mesures de restriction sécheresse «forfaitaires» non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE dans le cas des établissements pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc). Ces établissements veillent toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'une exemption déclarent à l'inspection des installations classées qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à sa disposition un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH est à mettre à jour a minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Un bilan des mesures temporaires mises en place, et des économies d'eau réalisées, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quel que soit l'usage non domestique de plus de 1000 m³/an.

Constats :

L'exploitant souhaite bénéficier d'une exemption aux mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » applicables à l'alimentation des usages process des ICPE consommant plus de 1000 m³/an prélevées dans le milieu ou plus de 7000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu).

La limitation de la consommation d'eau constitue un enjeu majeur pour l'exploitant qui prélève des quantités d'eau significative directement dans la nappe de la Molasse.

L'exploitant a fait part de ses difficultés pour réduire ses consommations en raison des contraintes importantes de nettoyage lors de ces process pour limiter le risque biologique. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un arrêt en période de sécheresse pourrait être contre-productif, car il nécessiterait un nettoyage intégral de ses équipements entraînant ainsi une forte consommation d'eau.

En conséquence, l'exploitant a réalisé une première version de son PSH qu'il a remis à l'inspection des installations classées en amont de l'inspection. L'onglet III du PSH présente les actions de réduction mises en place par l'exploitant depuis 2019 :

- 2019 : mise en place du télé-relèvement, recherche et réparation de fuites et mise en place d'une nouvelle chaîne d'eau ;
- 2020 : mise place d'une nouvelle chaîne d'eau ;
- 2023 : optimisation des Nettoyages en place (NEP).

Le positionnement de l'exploitant au regard des MTD est d'économiser 20 % d'eau. L'onglet III recense les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets en cas de situation hydrologique déficitaire. Les aménagements spécifiques en cas de situation hydrologique déficitaire nécessitent d'être détaillés selon les différents niveaux d'alerte avec si possible une estimation de la réduction projetée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 1 mois les actions spécifiques de réduction de la consommation d'eau en cas de situation hydrologique déficitaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois